



# SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	<b>ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
ARTICLE 2 -	<b>DUREE DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>3</b>
2 - 1 -	DUREE DU MARCHÉ PUBLIC	3
2 - 2 -	RECONDUCTION	3
ARTICLE 3 -	<b>DECOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>4</b>
3 - 1 -	TRANCHES	4
3 - 2 -	LOTS	4
3 - 3 -	PHASES	4
ARTICLE 4 -	<b>PROCEDURE</b>	<b>4</b>
4 - 1 -	TYPE DE PROCEDURE	4
4 - 2 -	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
4 - 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
4 - 4 -	MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	5
4 - 5 -	MODIFICATIONS DES DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4 - 6 -	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES	5
4 - 7 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	5
4 - 8 -	UNITE MONETAIRE	5
4 - 9 -	MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT	5
ARTICLE 5 -	<b>ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS</b>	<b>6</b>
5 - 1 -	ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	6
5 - 2 -	DEROULEMENT DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	6
5 - 3 -	FIN DES ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	7
5 - 4 -	VISITE DES LOCAUX	7
ARTICLE 6 -	<b>MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES</b>	<b>7</b>
6 - 1 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	7
6 - 2 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS	7
6 - 3 -	PRESENTATION DES PLIS	7
6 - 4 -	CONTENU DES PLIS	8
6 - 5 -	ENVOI ET RECEPTION DES PLIS	15
ARTICLE 7 -	<b>VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS</b>	<b>16</b>
ARTICLE 8 -	<b>EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES</b>	<b>16</b>
ARTICLE 9 -	<b>VARIANTES</b>	<b>21</b>
9 - 1 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DES SOUMISSIONNAIRES (VARIANTES LIBRES)	21
9 - 2 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR (PSE OBLIGATOIRES OU FACULTATIVES OU SOLUTIONS ALTERNATIVES)	21
ARTICLE 10 -	<b>ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>21</b>
ARTICLE 11 -	<b>NOTIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC</b>	<b>22</b>
ARTICLE 12 -	<b>ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX</b>	<b>22</b>
12 - 1 -	INSTANCES CHARGEES DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX	22
12 - 2 -	INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	22

## ARTICLE 1 - ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché public porte sur les fournitures suivantes :

### **FOURNITURES DIVERSES POUR LES ATELIERS DU CHU DE MONTPELLIER, ETABLISSEMENT SUPPORT DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE « EST-HERAULT ET SUD-AVEYRON » (GHT « EHSA ») - VAGUE 1**

Pour les établissements suivants :

- CHU de Montpellier
- Hôpitaux du Bassin de Thau
- CH de Clermont l'Hérault
- CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-Bains
- CH de Lodève
- CH de Lunel
- CH de Millau
- EHPAD les Terrasses des Causses de Millau
- CH Emile Borel de Saint-Affrique
- CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

Ces fournitures sont réparties en 2 vagues. Les lots composant la vague 2 feront fait l'objet d'une consultation ultérieure, les marchés publics ayant débuté le 01/01/2023 pour une durée maximale de 4 ans.

La consultation aboutira, par lot, à un :

- ☒ Accord-cadre à bons de commande
- ☒ Avec un montant maximum par lot fixé à l'article 1.2-2 du CCP.

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

34913000-0, 44316400-2, 44316500-3, 24960000-1, 31680000-6, 44115200-1, 31400000-0, 39291000-8, 42912350-0, 43700000-0, 44111400-5, 44500000-5, 31521000-4, 35123400-6.

Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :

17.01, 17.101, 23.2, 23.3, 33.1 et 33.023.

## ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE PUBLIC

### **2 - 1 - Durée du marché public**

Les présents marchés publics seront conclus pour une durée ferme de 2 ans.

Leur date de prise d'effet sera la date la plus tardive des deux dates suivantes : soit le 01/01/2026, soit la date de notification de chaque marché public.

### **2 - 2 - Reconduction**

Les marchés publics sont-ils reconductibles ?

- ☒ Oui ☐ Non

Chaque marché public sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise). En cas de non-reconduction, le titulaire du marché public sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

Chaque marché public prendra fin le 31/12/2029.

## ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC

### 3 - 1 - Tranches

Il est prévu une décomposition en tranches :

☐ Oui ☒ Non

### 3 - 2 - Lots

Il est prévu une décomposition en lots :

☒ Oui ☐ Non

Les lots sont décrits au CCP.

### 3 - 3 - Phases

Il est prévu une décomposition en phases :

☐ Oui ☒ Non

## ARTICLE 4 - PROCEDURE

### 4 - 1 - Type de procédure

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique.

### 4 - 2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de 150 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions sur la page de garde du présent règlement.

### 4 - 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- l'Acte d'Engagement et ses annexes :

- . Annexe 1 « Bordereau de prix » composée de 3 onglets :
  - ✓ Onglet n° 1 « En-tête bordereau »
  - ✓ Onglet n° 2 « Articles au bordereau »
  - ✓ Onglet n° 3 « Rabais sur tarifs publics fabricants, marques distributeurs (et candidat le cas échéant) » (lot 13 non concerné)
- . Annexe 2 « Base tarifaire des ports express du fournisseur »
- . Annexe 3 « Pourcentages de remise sur chiffre d'affaires » (pour les lots 1, 5, 7, 8, 9, 11, 12 et 20)
- . Annexe 4 « Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT »

- le Règlement de la Consultation et ses annexes :
  - . Annexe 1 « Dématérialisation »
  - . Annexe 2 « Adresse(s) électronique(s) du candidat à retourner avec le dossier d'offre »
  - . Annexe 3 « Note relative à la dématérialisation des factures »
  - . Annexe 4 « Documents et attestations à fournir par le candidat attributaire »
- le Cahier des Clauses Particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes :
  - . Annexe 1 « Renseignements sur les Etablissements adhérents de la consultation »
  - . Annexe 2 « Développement durable »
- le Cadre de Réponse concernant la démarche environnementale
- l'Attestation sur l'honneur « sanctions russes » à compléter et signer
- les Formulaires « Lettre de candidature - Désignation du mandataire par ses co-traitants » et « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement ».

#### **4 - 4 - Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique**

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

#### **4 - 5 - Modifications des détails du dossier de consultation**

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **4 - 6 - Compléments à apporter au cahier des charges**

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

#### **4 - 7 - Renseignements complémentaires**

Les candidats pourront, jusqu'à 10 jours maximum avant la date limite fixée pour la remise des plis, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation sur la plateforme Place à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

#### **4 - 8 - Unité monétaire**

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

#### **4 - 9 - Mode de financement et de règlement**

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le financement sera basé sur le budget de chaque établissement membre du GHT.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours.

**5 - 1 - Essais ou démonstrations**

Dans le cadre de la présente consultation, et **exclusivement concernant les lots 7 et 14**, l'acheteur appréciera les offres à partir des :

☒ Essais ou tests réalisés sur les échantillons de produits fournis par le candidat.

Le soumissionnaire fournira :

☒ Des échantillons (éléments qui servent à évaluer un produit).

**Concernant le lot 7**, ces échantillons concerneront uniquement les lignes pour lesquelles il sera proposé une équivalence ou une modification de la référence demandée appartenant au même fabricant. En complément de la fiche technique, 1 échantillon est demandé obligatoirement par référence équivalente.

Les échantillons fournis devront être identifiés avec le numéro de ligne du bordereau, le rappel du nom du fabricant et de la référence.

**Concernant le lot 14**, ces échantillons concerneront uniquement les lignes pour lesquelles il sera proposé une équivalence ou une modification de la référence demandée appartenant au même fabricant. En complément de la fiche technique, 1 échantillon est demandé obligatoirement par référence équivalente.

Les échantillons devront être présentés sous la forme d'un cahier technique mentionnant chaque numéro de ligne chronologique du bordereau ainsi que le rappel du nom du fabricant et de sa référence.

Le candidat devra présenter un échantillon de produit ou un matériel conforme à celui proposé dans le dossier d'offre.

Modalités de remise des échantillons :

En application de l'article R. 2132-12 6° du Code de la Commande Publique, l'acheteur accepte la remise d'échantillons matériels, dans le délai de remise des offres.

Les échantillons seront envoyés à l'attention de Nicolas POUILLAIN, à l'adresse suivante :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER**

Hôpital LA COLOMBIERE

Magasin Central – Direction des Travaux

39 avenue Charles Flahault

34295 MONTPELLIER Cedex 5.

Ils doivent être envoyés avant la date limite de réception des offres et devront être remis en main propre contre récépissé, ou s'ils sont adressés par la poste, par tout moyen donnant date et heure certaine.

Un bon de livraison accompagnera les échantillons. Le bon de livraison sera signé par le réceptionnaire. Ce bon de livraison comportera notamment :

- ❖ La référence à l'affaire,
- ❖ La date et l'heure de livraison,
- ❖ L'identification et le nombre d'échantillons livrés,
- ❖ Le numéro de lot,
- ❖ Le nom du candidat.

**L'absence de remise des échantillons entraînera l'irrégularité de l'offre.**

**5 - 2 - Déroulement des essais ou démonstrations**

Les essais débiteront après l'ouverture des plis et la recevabilité de l'offre.

Le candidat sera présent pour les essais : ☐ Oui ☒ Non

### 5 - 3 - Fin des essais ou démonstrations

❖ Les échantillons donneront lieu au versement d'une prime :

☐ Oui ☒ Non

❖ Les échantillons du candidat retenu seront restitués :

☐ Oui ☒ Non (ils sont conservés comme spécimens)

❖ Les échantillons du candidat rejeté seront restitués :

☒ Oui. Le candidat dont l'offre a été rejetée dispose d'un mois à compter de la réception de la décision de rejet pour récupérer les échantillons, à ses frais

☐ Non

### 5 - 4 - Visite des locaux

Le CHU organise des visites de ses installations concernées par la consultation, avant la remise des offres :

☐ Oui ☒ Non

## ARTICLE 6 - MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

### 6 - 1 - Dispositions relatives aux sous-traitants

Sans objet.

### 6 - 2 - Dispositions relatives aux groupements

Le marché public pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

A l'attribution du marché public, la personne publique n'imposera aucune forme de groupement.

**Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché public.**

### 6 - 3 - Présentation des plis

Les candidats devront obligatoirement remettre leurs plis de candidatures et d'offres sous forme dématérialisée, sous peine de voir leur offre qualifiée d'irrégulière (articles L. 2132-2 et R. 2132-7 du Code de la Commande Publique).



Une transmission sur support physique électronique (type clé USB, CD-Rom, etc.) n'est pas considérée comme dématérialisée.



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique, **cependant une tolérance est accordée pour la signature des pièces suivantes :**

- Attestation sur l'honneur « sanctions russes »
- Pouvoirs du candidat et habilitations du cotraitant (le cas échéant).



Il est souhaitable que les candidats respectent les noms de fichiers et l'indexation suivante : <nom du fichier>\_ <nom du fournisseur> conformément au tableau joint en annexe au règlement de la consultation « modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe candidature et offre par voie dématérialisée »

#### 6 - 4 - Contenu des plis

Le pli du candidat contient **IMPÉRATIVEMENT** les documents suivants obligatoirement présentés en français ou accompagnés d'une traduction en français.

### • Pour la candidature

CANDIDATURE
<p>- DUME</p> <p>Ou</p> <p><b>1/ Lettre de candidature</b> et désignation du mandataire par ses cotraitants : formulaire joint <b>ou</b> formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent</p> <p>Et</p> <p><b>2/ Déclaration du candidat</b> individuel ou du membre du groupement : formulaire joint <b>ou</b> formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent</p> <p><b>NOTA</b> : En cas de candidature groupée, le formulaire « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » joint (ou formulaire DC2 en vigueur) devra être rempli par chaque membre du groupement.</p> <p><b>3/ Capacités professionnelles et techniques</b></p> <p>- Une liste des principales livraisons réalisées au cours des trois dernières années. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur prendra en considération des livraisons effectuées au-delà de ces trois ans.</p> <p><b>4/ Capacité économique et financière</b></p> <p>- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.</p> <p><b>5/ Le cas échéant, pouvoir de signature de la personne habilitée</b> (signé de préférence électroniquement, à défaut manuscritement).</p> <p><b>6/ En cas de groupement :</b> L'habilitation du mandataire complétée et signée (de préférence électroniquement, à défaut manuscritement) par chaque cotraitant.</p>



## • Pour l'offre

### OFFRE



#### Pièces obligatoires :

Dans le cas où le candidat n'aurait pas remis l'ensemble des documents obligatoires ci-dessous, son offre sera déclarée irrégulière.

**1/ Par lot, l'acte d'engagement** à compléter, dater et signer électroniquement par le(s) représentant(s) qualifié(s) du ou des prestataires.



**Le candidat qui n'aura pas signé électroniquement son acte d'engagement verra son offre qualifiée d'irrégulière.**

Le candidat veillera à compléter dans l'acte d'engagement, le paragraphe B-1 relatif à sa proposition d'heures d'insertion en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il est demandé de préciser l'adresse de messagerie électronique dans l'acte d'engagement.

**2/ Par lot, l'annexe 1 à l'acte d'engagement « Bordereau de prix », à compléter IMPERATIVEMENT selon le cadre fourni,** composée des 3 onglets suivants :

- ✓ Onglet n° 1 « En-tête bordereau »
- ✓ Onglet n° 2 « Articles au bordereau »
- ✓ Onglet n° 3 « Rabais sur tarifs publics fabricants, marques distributeurs (et candidat le cas échéant) » (lot 13 non concerné)



#### Remplissage de l'annexe 1 à l'acte d'engagement :

**A déposer sous la forme d'un fichier Excel non protégé.**

##### ✓ Onglet n° 1 « En-tête bordereau » :

Il convient de renseigner l'identification du candidat dans le cadre dédié.

##### ✓ Onglet n° 2 « Articles au bordereau » :

Il s'agit d'un récapitulatif des articles consommés au moins une fois au cours des trois dernières années (2022 / 2023 / 2024) et susceptibles d'être approvisionnés au cours de la durée légale du marché public par les ateliers techniques.

❖ En cas de chiffrages manquants :

Il est à noter qu'un prix à 0,00 € HT est considéré comme un prix renseigné et non comme un prix manquant.

- Pour les lots 6, 10, 13, 14, 15, 17, 18, 19 et 21 :



Il est **IMPERATIF** de renseigner l'ensemble des lignes constituant le bordereau, aucun prix manquant ne sera toléré. En cas de lignes non renseignées, l'offre sera déclarée irrégulière.

Sachant que :

- On entend par « ligne non renseignée », toute ligne vierge ne comportant aucune mention
- En cas de mention explicative recevable d'un non-chiffrage de ligne (à indiquer dans la colonne « commentaires » du bordereau pour évaluation de sa recevabilité par l'acheteur), la ligne sera considérée comme renseignée ; en cas d'explication irrecevable, la ligne sera considérée comme non renseignée impliquant le rejet de l'offre pour irrégularité
- Dans le cas de lignes obsolètes sans équivalence possible et donc sans chiffrage possible, celles-ci ne seront pas considérées comme non renseignées.

- Pour l'ensemble des autres lots :

Un nombre de lignes non renseignées sera toléré à hauteur de 20 % (nombre arrondi à l'unité supérieure) de la somme des quantités estimatives consommées sur 3 ans indiquées dans le bordereau => ce qui sous-entend l'obligation de respecter un taux de remplissage de 80%.



En cas de dépassement de ce seuil de tolérance, l'offre sera déclarée irrégulière.

Sachant que :

- On entend par « ligne non renseignée », toute ligne vierge ne comportant aucune mention
- En cas de mention explicative et justifiée recevable d'un non-chiffrage de ligne (à indiquer dans la colonne « commentaires » du bordereau pour évaluation de sa recevabilité par l'acheteur), la ligne sera considérée comme renseignée ; en cas d'explication irrecevable, la ligne sera considérée comme non renseignée et sera comptabilisée dans le calcul des 20% tolérés
- La non-validation d'équivalences n'entre pas dans le calcul du taux de remplissage
- Dans le cas de lignes obsolètes sans équivalence possible et donc sans chiffrage possible, celles-ci ne seront pas considérées comme non renseignées.

❖ **Méthode de remplissage d'une ligne du bordereau :**

- **1<sup>er</sup> cas de figure** : vous êtes susceptibles de fournir avec exactitude l'article demandé dans la colonne « désignations, fabricants / marques distributeurs et références des articles demandés » :

=> INSCRIVEZ UNIQUEMENT :

. Son tarif (franco de port) dans la colonne « PU nets du conditionnement d'achat demandé ou proposé (en € HT) »

. En cas de conditionnement d'achat proposé, le renseigner dans la colonne « Conditionnement d'achat proposé »

AUCUNE SAISIE NE DOIT ETRE FAITE DANS LA COLONNE des « articles équivalents proposés ». Seule exception le cas échéant : vous pouvez mentionner dans la colonne des « articles équivalents » toute correction d'écriture de la référence demandée, sans toutefois fournir de fiche technique.

- **2<sup>ème</sup> cas de figure** : vous ne pouvez pas fournir avec exactitude l'article demandé dans la colonne « désignations, fabricants / marques distributeurs et références des articles demandés » (lot 13 non concerné)

=> Vous avez la possibilité de proposer un article équivalent dans la colonne des « articles équivalents » (conformément aux dispositions décrites dans le libellé de ladite colonne indiquant notamment l'exclusion d'un code ou d'une référence interne candidat) :

. A l'appui de la fiche technique (et de l'échantillon pour les lots 7 et 14) et, s'il y a lieu, de la fiche de sécurité de ladite équivalence dont le détail est précisé en mode « commentaire » dans le bordereau et à l'alinéa 5/ du présent cadre (notamment exclusion de la fiche technique candidat, des liens internet et hypertexte)

. En indiquant le cas échéant le conditionnement d'achat proposé dans la colonne « Conditionnement d'achat proposé »,

. En inscrivant le tarif en € HT net franco de port du conditionnement d'achat demandé ou proposé.

Les équivalences proposées seront soumises à la validation de l'acheteur ainsi qu'il suit :

- ✓ **Cas particulier des équivalences non conformes au cahier des charges**, à savoir ne répondant pas aux dispositions décrites dans le libellé de la colonne des « articles équivalents » :

. Elles ne seront pas validées (que la fiche technique soit fournie ou non)

. Elles ne seront pas régularisables.

Elles rentreront dans le calcul d'un seuil de tolérance :

- Pour les lots 6, 10, 13, 14, 15, 17, 18, 19 et 21 :

Leur nombre sera comptabilisé et ne devra pas excéder 20% (nombre arrondi à l'unité supérieure) de la somme des quantités estimatives consommées sur 3 ans indiquées dans le bordereau.

**Si le nombre de ces lignes non validées est supérieur au seuil de tolérance, l'offre sera déclarée irrégulière.**

- Pour l'ensemble des autres lots :

Il sera procédé au cumul de ces lignes non validées et des lignes non renseignées (cf. paragraphe « en cas de chiffrages manquants »), cumul qui ne devra pas excéder 20% de la somme des quantités estimatives consommées sur 3 ans indiquées dans le bordereau.

**En cas de dépassement, l'offre sera déclarée irrégulière.**

## OFFRE

- ✓ En cas d'équivalences conformes au cahier des charges, à savoir répondant aux dispositions décrites dans le libellé de la colonne des « articles équivalents », elles seront analysées à l'appui des fiches fournies (et des échantillons pour les lots concernés) :

- . Elles pourront être validées ou non

- . Elles seront régularisables en dehors des cas indiqués dans la liste ci-dessous.

Liste exhaustive des cas non régularisables (toute ligne entrant dans un de ces cas sera considérée comme non validée) :

- . Réponse à l'article demandé (à savoir sans équivalence) avec cependant la fourniture d'une fiche technique (et échantillon pour les lots concernés) hors sujet avec l'article en question (sachant que la fiche technique et, pour les lots concernés l'échantillon, ne sont pas à fournir quand une équivalence n'est pas présentée).

- . Mention d'une référence fabricant équivalente mais sans fiche technique et, pour les lots concernés, sans fiche technique et sans échantillon.

Pour les équivalences donnant lieu à la fois à la remise d'une fiche technique et d'un échantillon : fourniture d'une fiche technique mais sans échantillon et inversement.

- . Mention d'une référence fabricant équivalente mais avec une fiche technique candidat.

- . Mention d'une référence fabricant équivalente avec une fiche technique succincte ou incomplète et non exhaustive.

- . Toute erreur d'écriture sur un chiffrage par rapport à un conditionnement demandé ou proposé (après confirmation du candidat dans le cadre d'une demande de précision).

En cas de non-validation (le cas échéant après régularisation), elles rentreront dans le calcul d'un seuil de tolérance :

- Pour les lots 6, 10, 13, 14, 15, 17, 18, 19 et 21 :

Leur nombre sera comptabilisé et ne devra pas excéder 20% (nombre arrondi à l'unité supérieure) de la somme des quantités estimatives consommées sur 3 ans indiquées dans le bordereau.

**Si le nombre de ces lignes non validées est supérieur au seuil de tolérance, l'offre sera déclarée irrégulière.**

- Pour l'ensemble des autres lots :

Il sera procédé au cumul de ces lignes non validées et des lignes non renseignées (cf. paragraphe « en cas de chiffrages manquants »), cumul qui ne devra pas excéder 20% de la somme des quantités estimatives consommées sur 3 ans indiquées dans le bordereau. **En cas de dépassement, l'offre sera déclarée irrégulière.**

- **3<sup>ème</sup> cas de figure** : l'article demandé est obsolète :

=> Inscrivez « OUI » dans la colonne des « références obsolètes » et joignez l'attestation d'obsolescence du fabricant dans la colonne dédiée. Le détail de cette attestation est précisé à l'alinéa 5/ du présent cadre.

2 cas de figure possibles conformément à l'attestation d'obsolescence fournie par le fabricant :

- . Si aucune référence équivalente n'existe, AUCUN AUTRE CHAMP N'EST A SAISIR

- . Si une référence équivalente existe (chez le fabricant ou dans une autre marque), vous devez obligatoirement indiquer cette équivalence dans la colonne des « articles équivalents proposés », joindre sa fiche technique et s'il y a lieu sa fiche de sécurité dans chaque colonne dédiée et la chiffrer (cf. modalités détaillées dans le 2<sup>ème</sup> cas de figure).

Les équivalences proposées seront soumises à la validation de l'acheteur selon les modalités détaillées dans le 2<sup>ème</sup> cas de figure.

### - Cas particulier des lots 12, 16, 20 et 21 :

Particularité de ces lots : ils sont éligibles à des produits « Ecolabel européen » ou équivalent.

Définition de l'ADEME : « L'Ecolabel européen, ou label écologique de l'Union européenne, est le seul label écologique public et officiel européen permettant de valoriser des produits et services plus respectueux de l'environnement tout en garantissant des performances identiques à celles des produits et services analogues. L'Ecolabel européen repose sur une approche cycle de vie / multicritères. Il s'inscrit dans le cadre de la politique de la Communauté en matière de consommation et de production durables, qui vise à réduire l'incidence négative de la consommation et de la production sur l'environnement, la santé, le climat et les ressources naturelles. En France, le Ministère de l'environnement a confié l'accompagnement de la politique française en matière d'Ecolabel européen à l'ADEME et sa délivrance à des organismes certificateurs accrédités par le COFRAC. »

A titre d'information, quelques liens utiles (liste non exhaustive) :

ADEME : [Accueil - Agence de la transition écologique](#)

Lots 12 et 20 :

[NF Environnement - Blocs d'éclairage de sécurité \(NF413\) – ECOLABELS - Ecolabels](#)

[NF Environnement - Luminaires à source centrale \(LSC\) \(NF467\) – ECOLABELS - Ecolabels](#)

[NF Environnement - Blocs autonomes d'alarme sonore \(BAAS\) \(NF468\) – ECOLABELS - Ecolabels](#)

Lots 16 et 21 :

[Ecolabel européen - Peintures et vernis d'intérieur ou d'extérieur \(NF533\) – ECOLABELS - Ecolabels](#)

Vous avez donc la possibilité de proposer des produits certifiés Ecolabel européen ou équivalent.

Le bordereau de prix comprend 2 colonnes dédiées à la performance environnementale :

- Colonne « Produits certifiés Ecolabel européen ou équivalent » : pour chaque article éligible, indiquez votre réponse à partir de la liste déroulante prévue à cet effet (2 choix : OUI / NON). Les cases annotées de la mention « NON CONCERNE » sont à laisser en l'état (elles correspondent à des articles non éligibles).
- Colonne « Certificats Ecolabel européen ou équivalent » : pour chaque article pour lequel vous avez indiqué « OUI », ajoutez son « certificat Ecolabel européen ou équivalent » fourni par un organisme indépendant, sous format .pdf (sont exclus les certificats du candidat, les liens internet et hypertexte).

Ces réponses seront soumises à la validation de l'acheteur ainsi qu'il suit :

- Les réponses seront analysées à partir des éléments de preuve fournis
- La non-remise ou la non-validation d'un certificat ne sera pas un motif d'irrégularité mais impliquera une non-validation de l'écolabel proposé
- Dans le cas d'équivalences techniques proposées (cf. paragraphe « 2<sup>ème</sup> cas de figure » ci-avant) :
  - . L'analyse des réponses « OUI » ne portera que sur les lignes ayant été validées
  - . En cas de non-validation d'équivalences (=> lignes considérées comme non renseignées), les « OUI » mentionnés sur ces lignes ne seront pas analysés et ne seront donc pas comptabilisés dans les « OUI » validés.

Les règles d'analyse sont détaillées à l'article 8 du présent document.

### ✓ Onglet n° 3 « Rabais sur tarifs publics fabricants, marques distributeurs (et candidat le cas échéant) » (lot 13 non concerné)


Il s'agit d'un récapitulatif de l'ensemble des marques mentionnées au moins une fois dans l'onglet n° 2 « Articles au bordereau » et, éventuellement, des marques supplémentaires relevant du domaine d'achat du bordereau sur lesquelles il est possible pendant la période de validité du marché d'approvisionner des références jamais encore commandées par les services techniques.

## OFFRE

### ❖ Méthode de remplissage d'une ligne du bordereau :

- Vous devez renseigner la date d'application du tarif et le pourcentage de rabais consenti
- Vous avez la possibilité de proposer des équivalences dans la colonne des « tarifs équivalents » (conformément au libellé de ladite colonne)
- Vous avez la possibilité de proposer plusieurs pourcentages de remise en fonction de la constitution tarifaire du tarif (familles de produits, catégories, etc.) en mentionnant le libellé de la constitution tarifaire en question
- Vous devez, par ailleurs, renseigner le pourcentage de remise minimum demandé.

### ❖ En cas de pourcentages non renseignés :

-  L'absence de renseignement des pourcentages demandés sera considérée comme équivalente à des pourcentages égaux à 0.

**3/ Par lot, l'annexe 2 à l'acte d'engagement « Base tarifaire des ports express du fournisseur », à compléter de préférence selon le cadre fourni.**

**4/ Pour les lots 1, 5, 7, 8, 9, 11, 12 et 20, l'annexe 3 à l'acte d'engagement « Pourcentages de remise sur chiffre d'affaires », à compléter IMPERATIVEMENT selon le cadre fourni.**



L'absence de renseignement des pourcentages demandés sera considérée comme équivalente à des pourcentages égaux à 0.

**5/ Par lot (à l'exception du lot 13 non concerné), le cas échéant, le dossier technique** comportant les pièces suivantes :

- ❖ En cas d'équivalences proposées : ensemble des fiches techniques dont le détail est précisé en mode « commentaire » dans l'onglet n° 2 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement (gestion des régularisations détaillée au paragraphe « 2<sup>ème</sup> cas de figure » du présent cadre) et, s'il y a lieu, des fiches de sécurité des références équivalentes proposées (la non-remise des fiches de sécurité ne sera pas un motif d'irrégularité de l'offre et, par conséquent, ne donnera pas lieu à régularisation).
- ❖ En cas de matériels obsolètes signalés par le candidat : attestation du fabricant stipulant que lesdits matériels ne sont plus fabriqués ET précisant l'existence (ou non) d'équivalences dans la marque ; toutefois, le candidat a la possibilité de proposer des équivalences dans une autre marque si elles existent.
- ❖ Pour les lots 12, 16, 20 et 21 exclusivement, en cas de proposition de produits certifiés Ecolabel européen ou équivalent : certificats Ecolabel européen ou équivalent fournis par un organisme indépendant (la non-remise ou la non-validation de certificats ne donnera pas lieu à régularisation).

**Ces pièces devront être intégrées, sous la forme de fichiers pdf, dans les colonnes dédiées du bordereau (onglet n° 2 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement).**

**6/ Par lot, la démarche environnementale** dans le cadre du marché (se référer aux items présentés dans le cadre de réponse fourni), à rédiger de préférence à partir de ce cadre de réponse et en .pdf.

**Concernant l'aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale :** cf. acte d'engagement ci-dessus.

Le cas échéant, le candidat peut compléter sa réponse avec tous les documents qu'il juge nécessaires à la compréhension de son offre.

## OFFRE

**7/ Pour les lots 7 et 14, les échantillons** détaillés à l'article 5 du présent document.

**8/ L'attestation sur l'honneur « sanctions russes »** complétée et signée de préférence électroniquement, le cas échéant manuscritement.

### Pièce facultative :

**9/ L'annexe n° 2 du règlement de la consultation « Adresses du candidat »** à compléter.

**En cas d'absence ou d'incomplétude d'une ou plusieurs pièces (à l'exception des fiches de sécurité et des certificats Ecolabel européen ou équivalent), l'offre du candidat sera déclarée irrégulière.**

En application des dispositions de l'article R. 2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et sous réserve des cas particuliers stipulés dans le cadre « Offre » ci-dessus (paragraphe « 2<sup>ème</sup> cas de figure » : liste des cas non régularisables).

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

### **6 - 5 - Envoi et réception des plis**



Pour les candidats qui soumissionnent à plusieurs lots, le pouvoir adjudicateur n'impose pas un dépôt comportant l'ensemble des lots auxquels le candidat soumissionne.

**Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en application de l'article R. 2151-6 du Code de la Commande Publique, en cas d'envois successifs, seul le dernier pli reçu pour chaque lot, dans le délai fixé pour la remise des offres, sera pris en considération. Les autres plis précédemment déposés par l'opérateur économique, pour ce même lot, seront rejetés sans avoir été ouverts.**

En conséquence, les candidats doivent veiller :

- Lors de chaque dépôt, à sélectionner correctement le n° du ou des lots auxquels ils soumissionnent
- En cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou d'offre sur un ou plusieurs lots, à renvoyer, pendant la période de remise des offres, l'intégralité de leur dossier de candidature et d'offre correspondant au(x) lot(s) concerné(s).

**LE DEPOT DES OFFRES SE FERA EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME  
DES ACHATS DE L'ETAT A L'ADRESSE FIGURANT EN PAGE DE GARDE DU PRESENT DOCUMENT**

**Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.**

**Seuls pourront être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document.**

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

### **REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE**

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée (Cf. annexe relative à la dématérialisation des procédures).

Cette copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, transporteur, etc.) et parvenir à destination impérativement avant la date et heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise de la copie de sauvegarde dans les délais impartis.

Adresse postale de réception de la copie de sauvegarde :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER  
CENTRE BELLEVUE  
1 place Jean Baumel  
Direction des Achats et Approvisionnements  
Secteur Achats Travaux – Porte BEL / 1B120  
34295 Montpellier Cedex 5

**ARTICLE 7 - VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS**

L'acheteur vérifiera que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché public, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Si, en application des dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat a présenté sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen, il devra, s'il est désigné attributaire, fournir toutes les informations et justificatifs demandés à l'article 6-4 du présent document, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

En cas de cotraitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement, sous réserve du respect des dispositions décrites dans l'article 6-4 ci-dessus.

**ARTICLE 8 - EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES**

**Critères d'attribution et modalités de calcul des critères :**

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères pondérés indiqués dans les tableaux suivants :



## Ensemble des lots sauf lot 13

Critères/Sous-critères		Pondération	Modalités de calcul
Critère 1	Prix unitaires	80	<p>Ce critère sera calculé à partir des prix renseignés dans le bordereau de prix (onglet n° 2 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement).</p> <p>Il porte sur la valorisation du bordereau de prix remis par le candidat, calculée selon la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;">Somme de l'ensemble des prix unitaires constituant le bordereau à conditionnement équivalent X quantités estimatives sur 3 ans indiquées dans le bordereau</p> <p>Conformément aux règles édictées à l'article 6-4 du règlement de consultation, en cas de lignes non chiffrées mais considérées comme renseignées ou en cas de lignes dont l'équivalence n'a pas été validée (prise en compte dans l'analyse de toutes les lignes), le prix le plus cher constaté sur l'ensemble des candidats pour ces lignes sera attribué au candidat dans le calcul de la valorisation.</p> <p>Si un prix est manquant pour tous les candidats, ou pour le candidat s'il est seul sur le lot, la ligne concernée sera retirée de l'analyse.</p> <p>En cas de lignes confirmées obsolètes par le fabricant et sans équivalences possibles, toutefois renseignées par un candidat, celles-ci ne rentreront pas dans l'analyse.</p> <p style="text-align: center;">Note =</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Valorisation la plus basse</u></b> <b><u>Valorisation du candidat</u></b></p> <p>Cette note sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.</p>
Critère 2	Pourcentages de rabais sur tarifs	5	<p>Ce critère sera calculé à partir de l'ensemble des pourcentages contenus dans l'onglet n° 3 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement, à l'exception des pourcentages de remise « tarifs candidats » qui ne rentreront pas dans l'analyse.</p> <p>Il porte sur la moyenne des pourcentages renseignés.</p> <p>En cas de plusieurs pourcentages renseignés sur une même ligne de tarif, correspondant à des familles ou catégories de produits, une moyenne de ces pourcentages sera calculée.</p> <p>Tout pourcentage non renseigné sera considéré comme égal à 0%.</p> <p>Dans le cas où pour l'ensemble des candidats, la moyenne des pourcentages est égale à 0, la note du critère pour chaque candidat sera égale à 0.</p> <p style="text-align: center;">Note =</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Moyenne des % de rabais du candidat</u></b> <b><u>Moyenne le plus haute des % de rabais</u></b></p> <p>Cette note sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.</p>

Critères/Sous-critères		Pondération	Modalités de calcul
Critère 3	Démarche environnementale et aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale	15	Une note globale sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chaque sous-critère ci-dessous. Cette note globale sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.
Lots 12, 16, 20 et 21 :			
Sous-critère 1	Démarche environnementale en matière d'exécution	30%	<p>La démarche environnementale en matière d'exécution sera appréciée en fonction des réponses du candidat aux items listés dans le cadre de réponse. Pour ce sous-critère, le candidat obtiendra pour chacun des items listés dans ce cadre de réponse une note à partir du barème suivant :</p> <p><b>0- Insatisfaisant</b>  <b>1- Acceptable</b>  <b>2- Satisfaisant.</b></p> <p>Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (nombre d'items demandés*2).</p> <p>Ce ratio sera affecté du coefficient de pondération du sous-critère.</p> <p><i>Si le candidat ne répond à aucun des items du sous-critère, son offre sera déclarée irrégulière.</i></p>
Sous-critère 2	Démarche environnementale en matière de produits fournis	30%	<p>La démarche environnementale en matière de produits fournis sera appréciée en fonction des réponses aux 2 colonnes constituant la « Performance environnementale » renseignées dans le bordereau de prix (onglet n° 2 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement).</p> <p>On procédera à la somme des « OUI » indiqués dans la colonne « Produits certifiés Ecolabel européen ou équivalent » <u>validés</u> (à l'appui des certificats fournis) par l'acheteur.</p> <p><i>Se reporter également aux règles édictées à l'article 6.-4 du règlement de consultation.</i></p> <p>Note =</p> <p><b><u>Nombre de « OUI » validés du candidat</u></b>  <b>Nombre maximum de « produits éligibles à l'écoblabilisation »</b></p> <p>Cette note sera affectée du coefficient de pondération du sous-critère.</p>
Sous-critère 3	Aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale : proposition d'un nombre d'heures d'insertion sociale	40%	<p>La démarche d'insertion sociale sera appréciée en fonction du nombre d'heures d'insertion proposé par le candidat et indiqué dans l'acte d'engagement :</p> <p>Note =</p> <p><b><u>Nombre d'heures proposées par le candidat</u></b>  <b>Nombre d'heures le plus haut constaté</b></p> <p>Cette note sera affectée du coefficient de pondération du sous-critère.  Un nombre d'heures non renseigné par le candidat sera considéré comme égal à 0. Si tous les candidats ne proposent pas d'heures d'insertion, ils se verront attribuer la note de 0 à ce sous-critère.</p>

Critères/Sous-critères		Pondération	Modalités de calcul
Ensemble des autres lots :			
Sous-critère 1	Démarche environnementale en matière d'exécution	60%	<p>La démarche environnementale en matière d'exécution sera appréciée en fonction des réponses du candidat aux items listés dans le cadre de réponse. Pour ce sous-critère, le candidat obtiendra pour chacun des items listés dans ce cadre de réponse une note à partir du barème suivant :</p> <p><b>0- Insatisfaisant</b>  <b>1- Acceptable</b>  <b>2- Satisfaisant.</b></p> <p>Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (nombre d'items demandés*2).</p> <p>Ce ratio sera affecté du coefficient de pondération du sous-critère.</p> <p><i>Si le candidat ne répond à aucun des items du sous-critère, son offre sera déclarée irrégulière.</i></p>
Sous-critère 2	Aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale : proposition d'un nombre d'heures d'insertion sociale	40%	<p>La démarche d'insertion sociale sera appréciée en fonction du nombre d'heures d'insertion proposé par le candidat et indiqué dans l'acte d'engagement :</p> <p style="text-align: center;">Note =</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Nombre d'heures proposées par le candidat</u></b>  <b>Nombre d'heures le plus haut constaté</b></p> <p>Cette note sera affectée du coefficient de pondération du sous-critère. Un nombre d'heures non renseigné par le candidat sera considéré comme égal à 0. Si tous les candidats ne proposent pas d'heures d'insertion, ils se verront attribuer la note de 0 à ce sous-critère.</p>
NOTE FINALE		Sur 100	<p>La note finale est obtenue en sommant les notes globales pondérées obtenues pour chaque critère. Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale.</p> <p>Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.</p>

## Lot 13

Critères/Sous-critères		Pondération	Modalités de calcul
Critère 1	Prix unitaires	85	<p>Ce critère sera calculé à partir des prix renseignés dans le bordereau de prix (onglet n° 2 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement).</p> <p>Il porte sur la valorisation du bordereau de prix remis par le candidat, calculée selon la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;">Somme de l'ensemble des prix unitaires constituant le bordereau à conditionnement équivalent X quantités estimatives sur 3 ans indiquées dans le bordereau</p> <p>Conformément aux règles édictées à l'article 6-4 du règlement de consultation, en cas de lignes non chiffrées mais considérées comme renseignées, le prix le plus cher constaté sur l'ensemble des candidats pour ces lignes sera attribué au candidat dans le calcul de la valorisation.</p> <p>Si un prix est manquant pour tous les candidats, ou pour le candidat s'il est seul sur le lot, la ligne concernée sera retirée de l'analyse.</p> <p style="text-align: center;">Note =  <u>Valorisation la plus basse</u>  <u>Valorisation du candidat</u></p> <p>Cette note sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.</p>
Critère 2	Démarche environnementale et aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale	15	<p>Une note globale sera obtenue en additionnant les notes obtenues pour chaque sous-critère ci-dessous.</p> <p>Cette note globale sera pondérée par le coefficient de pondération du critère.</p>
Sous-critère 1	Démarche environnementale en matière d'exécution	60%	<p>La démarche environnementale en matière d'exécution sera appréciée en fonction des réponses du candidat aux items listés dans le cadre de réponse.</p> <p>Pour ce sous-critère, le candidat obtiendra pour chacun des items listés dans ce cadre de réponse une note à partir du barème suivant :</p> <p style="margin-left: 40px;"><b>0- Insatisfaisant</b>  <b>1- Acceptable</b>  <b>2- Satisfaisant.</b></p> <p>Pour chaque candidat, on procédera au calcul d'un ratio, qui sera obtenu en divisant la note technique obtenue par le candidat par la note technique maximale pouvant être obtenue (nombre d'items demandés*2).</p> <p>Ce ratio sera affecté du coefficient de pondération du sous-critère.</p> <p>Si le candidat ne répond à aucun des items du sous-critère, son offre sera déclarée irrégulière.</p>
Sous-critère 2	Aspect quantitatif de la démarche d'insertion sociale : proposition d'un nombre d'heures d'insertion sociale	40%	<p>La démarche d'insertion sociale sera appréciée en fonction du nombre d'heures d'insertion proposé par le candidat et indiqué dans l'acte d'engagement :</p> <p style="text-align: center;">Note =  <u>Nombre d'heures proposées par le candidat</u>  <u>Nombre d'heures le plus haut constaté</u></p> <p>Cette note sera affectée du coefficient de pondération du sous-critère.</p> <p>Un nombre d'heures non renseigné par le candidat sera considéré comme égal à 0. Si tous les candidats ne proposent pas d'heures d'insertion, ils se verront attribuer la note de 0 à ce sous-critère.</p>
NOTE FINALE		Sur 100	<p>La note finale est obtenue en sommant les notes globales pondérées obtenues pour chaque critère. Les candidats seront classés par ordre décroissant de la note finale.</p> <p>Le candidat qui aura obtenu la note la plus élevée sera classé en premier.</p>

**Concernant l'onglet n° 2 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement :**

Dans le cadre de la mise au point de l'accord-cadre à bons de commande, et sous réserve du respect des règles édictées à l'article 6-4 du présent Règlement de la Consultation, selon les lots, le candidat devra fournir l'intégralité des prix manquants ou non validés en cas d'équivalences. Ces prix ne pourront pas être supérieurs à ceux attribués au candidat dans le cadre de l'analyse.

Dans le cas de lignes obsolètes sans équivalence possible, ces lignes ne feront pas l'objet d'une mise au point de marché public.

**ARTICLE 9 - VARIANTES**

**9 - 1 - Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)**

Les variantes à l'initiative des candidats sont-elles autorisées : ☐ Oui ☒ Non

**9 - 2 - Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (PSE obligatoires ou facultatives ou solutions alternatives)**

Variantes proposées par l'acheteur : ☐ Oui ☒ Non

**ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC**

Conformément aux articles L. 2141-2 et 3, R. 2143-7 à 10 et R. 2144-4 du Code la Commande Publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les éléments et attestations qui justifient qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché. Il devra transmettre également les tarifs constituant l'onglet n° 3 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivants :

- L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivrées par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire devra être transmise à la notification du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

A l'exception du lot 13 (non concerné), les tarifs correspondant à chaque marque listée au bordereau (onglet n° 3 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement) seront demandés à l'attributaire dans son courrier d'attribution.

Il devra communiquer ces tarifs dans le délai défini, de préférence sous format Pdf, Word ou Excel en un seul envoi. Ces tarifs devront être le plus exhaustifs possible. Chaque tarif devra être identifié par le nom du fabricant et comporter sa date d'exécution (correspondant à l'année d'application indiquée dans le bordereau). En cas d'impossibilité à obtenir un tarif, le candidat fournira un courrier du fabricant justifiant cette non-communication.

## ARTICLE 11 - NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC

La notification consiste en l'envoi d'une copie de l'accord-cadre au titulaire via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

## ARTICLE 12 - ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX

### 12 - 1 - Instances chargées des procédures de recours contentieux

Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

### 12 - 2 - Introduction des recours contentieux

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L. 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L. 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché public.